

SERVICES PUBLICS : UN BIEN COMMUN TOUJOURS PLUS MENACÉ

Il n'y a pas un jour où l'effondrement des services publics n'est pas évoqué dans les médias. Pas un jour où les parlementaires ne mentionnent cet état de fait à l'Assemblée ou au Sénat. Pas un jour sans des témoignages de soignants ou de patients évoquant à quel point les structures de soins se sont brutalement dégradées.

Malgré cette prise de conscience collective, les services publics qui constituent le bien commun le plus précieux pour l'ensemble de la population, restent en très grande difficulté.

Le service public repose sur des finalités bien précises : **la continuité, l'égalité d'accès, l'adaptabilité et le primat de l'intérêt général sur l'intérêt particulier**¹. Les institutions qui ont des missions de service public (fonctions publiques, médico-social, etc.) ont ainsi pour fonction de réduire fortement les inégalités sociales. Ces finalités sont malheureusement gravement mises en danger en cette période.

Les positionnements politiques actuels, réduits à une forme de court-termisme et infiltrés par la seule logique budgétaire, deviennent peu à peu l'ennemi du service public le dénonçant comme **trop lent, trop inefficace, trop coûteux, trop privilégié**. L'objectif de la démarche est clair : **disqualifier les services publics pour légitimer la mise en place d'une offre privée de plus en plus conséquente, financée par des subventions publiques mais pas au service de tous**. La rentabilité à court terme et la restriction des moyens humains deviennent progressivement des indicateurs essentiels. Une absence d'attractivité des métiers et des rémunérations très basses s'ajoutent à un management maltraitant les professionnels et à une perte de sens dans leurs missions.

Cette dynamique est peu ou prou toujours la même : **réinventer la roue à partir de dispositifs qui sont de pâles copies de ce qui existait déjà dans le service public**. Ces dispositifs décrits comme révolutionnaires, à grand renfort de publicité, sont en réalité moins efficaces et moins utiles qu'un service public qui fonctionne et qui bénéficie des financements dont il a besoin.

Cette attaque sans précédent des services publics est particulièrement visible au niveau de la santé, avec des difficultés d'accès de plus en plus marquées (listes d'attente, manque de personnel, déserts médicaux, etc.) du fait d'inégalités sociales, géographiques et/ou territoriales. Cela est d'autant plus le cas pour les soins psychiques dont le public a actuellement cruellement besoin.

Les psychologues sont particulièrement sensibles à la prise en compte de toute personne, quels que soient ses revenus, ses origines et ses spécificités.

Depuis sa création, le Syndicat National des Psychologues est résolument engagé sur la question et **soutient un service public de qualité** pour accueillir toutes les personnes en souffrance.

¹ Ces principes sont encore actuellement évoqués sur le site vie publique.

Nous demandons un renforcement urgent des services publics afin de permettre à la fois la défense de l'intérêt général et la mise en place d'une véritable politique publique autour des soins psychiques.

Nous soutenons l'existence d'un véritable maillage des lieux de soins au niveau de l'ensemble du territoire. **Aucune personne ne devrait être à plus de 30 minutes d'un lieu de soin psychique où est garantie une prise en charge financière intégrale des soins.**

Nous demandons une revalorisation salariale de l'ensemble des personnels qui chaque jour, permettent au service public d'exister. **Cette revalorisation doit impérativement concerner les psychologues dont les grilles salariales accusent près de 30 ans de retard** ce qui est inacceptable au vu de l'engagement sans faille de la profession auprès de la population.

Tous ensemble, défendons les services publics qui sont notre bien commun le plus précieux !